

L'info Luttes 76

N°3 SEPTEMBRE 2024 | infoluttes76@orange.fr

BATAILLE FINANCIÈRE ET RENFORCEMENT

LE 30 NOVEMBRE
CLOTURE DES COMPTE 2023

DOSSIER UNE RENTRÉE OFFENSIVE

ASSEMBLÉE DE RENTRÉE DE L'UD
LE 10 SEPTEMBRE A BOLBEC

MOBILISATION 1ER OCTOBRE

TOUS DANS L'ACTION



SOMMAIRE



Actualités

Edito	2
ça s'est passé	3
Ils font l'actu	4-5
Une rentrée offensive	6-7
décryptage	8

ÉDITO

Nous sommes à quelques heures du mardi 1er octobre, importante journée de mobilisation et de grève.

Cette date n'a pas été choisie au hasard, elle devait correspondre à la première journée de discussion du Projet de Loi de Finance 2025 à l'Assemblée nationale... elle sera celle du discours général du 1er Ministre.

Cette journée d'action avait été décidée par l'intesyndicale des retraités pour continuer la mobilisation afin d'exprimer et porter leurs revendications en termes de niveau de pension, de santé, d'accès aux soins, de services publics en proximité.

le déni de démocratie exercé par Macron et la nomination d'un gouvernement qui va continuer la casse sociale, nous contraints donc à nous mobiliser, à la fois pour la solidarité intergénérationnelle et pour nos 4 priorités revendicatives interprofessionnelle :

- La première, la plus symbolique, c'est d'achever définitivement la réforme des retraites en revenant à minima à une ouverture des droits à 62 ans avec la perspective de revenir à 60 ans. Qui aurait pu croire que cette question de la réforme des retraites serait toujours d'une aussi brûlante actualité un an après son adoption autoritaire par 49.3 ?
- Le second sujet revendicatif est le salaire et les pensions avec l'exigence d'une hausse immédiate du Smic, des minima sociaux et des pensions de retraite, de l'égalité salariale femme - homme et de l'augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires.
- Le troisième sujet concerne la situation des services publics, en particulier dans le domaine de la santé, qui nécessitent avant tout des moyens financiers pour créer de l'emploi.



Les immanquables

Actu internationale	10
Agenda	11
Appli UD 76	12



La mise hors de danger de l'hôpital public, l'amélioration de la situation de l'Éducation Nationale, l'abandon de la liquidation du fret SNCF et la reconstruction d'un grand service public de l'énergie propre et pas chère sont des mesures immédiates de salubrité publique.

Le devenir de l'audiovisuel public est également un défi puisque la réforme de fusion a été évitée mais cela n'écarte pas toutes les menaces.

- Enfin le quatrième sujet est la situation industrielle de notre pays. Il faut un grand plan de relance à l'image de l'EPR 2, mais aussi de la relance d'entreprises comme la Chapelle Darblay, des entreprises vertueuses écologiquement et viables économiquement.

Enfin, chacun l'aura compris, la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre tourne le dos au vote des Françaises et des Français.

Non seulement Macron ne tient pas compte du front qui a empêché l'extrême droite d'arriver au pouvoir, mais les reculs sociaux, rejetés dans les urnes, vont se poursuivre et risquent même de s'aggraver avec le soutien du RN.

C'est une raison majeure, évidente de se mobiliser et les premiers échos des visites de services et d'assemblées de syndicats confirment cette tendance que ce 1er octobre peut sonner comme un premier rendez-vous d'importance.

Vous lirez, au fil de cet Infoluttes, la dynamique qui émerge des quelques assemblées générales récemment passées.

Vous y trouverez aussi un appel à rejoindre les collectifs de l'UD ou des UIs. Un besoin urgent de retrouver de l'échange collectif pour gagner en efficacité et décider d'action partagés.

Bonne lecture

David RUIS

N°3 - SEPTEMBRE 2024

Diffusion numérique

Mise en page : Ana De Sousa

Ont participé à la rédaction de ce numéro :

Christophe Callay, Mathias Dupuis,

David Ruis, Rachel Gabbay



Imp. Rivet Presse Edition, Limoges

ÇA S'EST PASSÉ

FORUM POUR L'EMPLOI

UNE OPÉRATION DE COMMUNICATION IMMONDE

Comme attendu, ils étaient des milliers à s'être rendus à ce salon pour l'emploi à la recherche de la perle rare : un emploi en CDI et correctement rémunéré au regard de l'expérience et des qualifications. La CGT était présente avec un stand, bien visible pour aller au-devant des candidats.

Nous avons dénoncé cette opération de communication qui sert à faire croire qu'il y a de l'emploi. A titre d'exemple, à Rouen sur 13 220 inscrits à France Travail pour 459 offres, 63% sont illégales !

Les visiteurs ne s'y sont pas trompés qui ont vu la présence de la CGT avec bienveillance. Ils ont d'ailleurs fait l'amère constat qu'il n'y avait pas d'annonce mais une multitude de stands de formations et quelques boîtes d'intérim... Plusieurs CV ont été déposés à la CGT.



COMMÉMORATION DU 80E ANNIVERSAIRE DE LA LIBÉRATION



Vendredi 6 septembre, l'Union Locale de Rouen accueillait l'historien Alain Alexandre pour une conférence « Résistance(s) et Libération, la Vallée du Cailly 1940-1944 ».

Près de 50 participants ont participé à cette présentation suivie d'un échange avec la salle.

L'occasion aussi de découvrir « une belle exposition... pas comme les autres !

Celle-ci aborde plusieurs thèmes, dont l'empreinte a marqué la mémoire collective des rouennais, par un autre bout de la lorgnette ».

La journée fut ponctuée par un hommage devant la stèle dédiée aux camarades tombés aux mains des nazis. Une première remarquée, la participation d'un trio de jeunes musiciens et chanteur a rythmé cette soirée d'hommage ».



ILS FONT L'ACTU

EXXONMOBIL

LA LUTTE CONTINUE

Le géant américain souhaite arrêter ses activités pétrochimiques en Normandie d'ici à 2025. Les syndicats, la CGT en tête, refusent de signer le projet de « plan de sauvegarde de l'emploi »

A Port-Jérôme sur Seine, le plus grand complexe industriel du groupe ExxonMobil en Europe s'étale sur 750 hectares. Ce sont plusieurs générations de travailleurs qui se sont succédées dans cette usine vieille de 90 ans, incontournable dans la région. 2150 personnes travaillent sur ce site. D'ici 2025, ce sont 647 postes qui vont être supprimés.

La raison de ce PSE serait économique, selon le groupe. Pour la multinationale c'est près d'un milliard d'euros perdus au cours des cinq dernières années. 515 millions d'euros pour l'exercice 2023, et la situation financière ne s'est pas améliorée au premier semestre 2024, avec un endettement de plus de 150 millions d'euros. Pourtant, ces bénéfices nets pour l'année 2023 s'élèvent à 36 milliards de dollars. Une situation bien confortable qui fait s'indigner l'intersyndicale sur le budget global du PSE, qui se limite à 153 millions d'euros.

Un saccage social, une catastrophe économique

KIMBERLY

TRISTE ANNIVERSAIRE !

Les apparences sont souvent trompeuses. La page d'accueil du site de l'entreprise s'ouvre sur une image d'Epinal d'un bébé et de sa maman, accompagné d'une légende : « Depuis plus d'un siècle, Kimberly Clark améliore la vie des consommateurs... ». Peut-être celle des consommateurs mais pas celle de ses salariés et encore moins de leurs représentants syndicaux.

Depuis septembre 2023, les élus CGT sont pris pour cible par une direction qui "veut remettre de l'ordre"... Intimidations, provocations, remises en cause de conquises de longue date.

La liste est longue des attaques que subit ce syndicat, avec en ligne de mire la volonté de nuire au CSE. En effet, la Direction remet en question un accord qui date de 1993 sur la sauvegarde d'un emploi de secrétaire administrative suite aux 312 licenciements.

Le financement de ce poste était réalisé par le versement d'une subvention au CE. Sous couvert de se mettre en conformité avec la loi qui impose de dissocier les budgets (fonctionnement et Œuvres sociales), la Direction remet en cause la pérennité du poste et la bonne marche du CSE.

Pour Matthieu Leclercq, élu CGT au CSE, « il y a une possibilité, c'est d'augmenter le budget du CSE qui n'a pas évolué depuis 31 ans... C'est pour cela que nous avons demandé une augmentation de budget de 1,84% à 2,2%.



GERMINAL LANCELIN
Secrétaire Général EXXONMOBIL

Pour un salarié d'ExxonMobil licencié, ce sont quatre autres travailleurs employés par des sous-traitants qui sont en péril. Pour Germinal Lancelin, « cette décision d'Exxon aura des conséquences sociales plus importantes pour les entreprises, pour certaines elles ne sont éligibles à un PSE. Et pour celles qui le sont, elles n'ont pas les moyens d'une multinationale pour négocier raisonnablement les situations de départs ».

Pour les commerçants, comme les élus de la région ces licenciements massifs annoncent une catastrophe économique. Quid du petit commerce qui vit grâce aux salariés de l'entreprise !

Autre forte inquiétude des élus cette fois, qui prévoient un trou de 6,5 millions d'euros par an de recettes fiscales perdues. Ces millions d'euros de recettes en moins impacteront à court terme la qualité, voire la pérennité des services publics locaux.

Au moment où ces lignes sont écrites les syndicats restaient déterminés à ne rien lâcher.

Et le syndicaliste d'ajouter : « Cet emploi permet un accueil du lundi au vendredi (hors réunions) pour faire vivre tout simplement le CSE à plein temps.

Nombreux sont les salariés qui viennent chercher des informations sur divers et multiples sujets.

Cet emploi permet également de relayer les informations et les questionnements des salariés aux élus afin de trouver des réponses simples, faciles et qui rassurent, sans compter l'important travail administratif de suivi de réunions, mais aussi de trésorerie ».

En parfaite cohérence avec le patronat, la Direction de Kimberly Clark, veut reprendre la main sur cette manne financière qui ne va pas à ses actionnaires, tout en affaiblissant l'activité syndicale notamment dans la gestion des œuvres sociales.

Les salariés n'ont pas dit leur dernier mot.



BATAILLE FINANCIÈRE ET RENFORCEMENT : LES DEUX FACES D'UNE MÊME PIÈCE !

COGETISE 2023, le 30 novembre il sera trop tard !

Le 30 novembre prochain marque la date limite pour la clôture des versements des cotisations 2023. Chaque syndicat doit donc vérifier l'état de ses versements.

A titre informatif, au 31 août, les états CoGÉTise révèlent les points suivants :

- 26 syndicats n'ont encore versé aucun timbre pour 2023, et en moyenne, un syndiqué ne cotise que sur 10 mois.
- Seuls 42 % des syndicats ont versé des cotisations pour 2024, avec une moyenne de 5 timbres par syndiqué.

Le nombre d'adhérents dans une organisation syndicale telle que la nôtre est essentiel pour construire le rapport de force. Cela nécessite de respecter le niveau et la régularité des cotisations par toutes et tous.

Il est donc urgent que chaque syndicat vérifie sa situation et corrige les éventuels défauts de versement.

L'outil Cogetise peut vous aider à retrouver rapidement toutes vos déclarations :

1. Accédez au site : <https://cogetise.cgt.fr/>
2. Cliquez sur : RÉCUPÉRATION BORDEREAU
3. Entrez :
 - Votre code Cogetise
 - Le numéro du département : 76
4. Validez
5. Consultez vos déclarations.



CAMPAGNE DE SYNDICALISATION

Nous savons toutes et tous que le renforcement et la réussite de nos actions, pour porter nos revendications, dépendent grandement de notre capacité à rassembler et mobiliser nos forces organisées. Cela passe par une qualité de vie syndicale permettant aux syndiqués de participer activement aux débats et à la prise de décisions au sein des syndicats.

Tout comme la question du 1%, le versement des cotisations est un acte incontournable de la vie syndicale. En le faisant en temps et en heure, cela permet de financer régulièrement toutes les structures de la CGT, assurant les moyens de la lutte et le développement de l'ensemble de nos activités.



Nous traversons une période inédite. La CGT par la clarté de son positionnement, le rôle qu'elle a su jouer, est en position de susciter de nombreuses adhésions.

Les enjeux auxquels nous allons être confrontés, nous imposent de prendre des dispositions.

La place du syndicalisme va être primordiale pour imposer nos exigences revendicatives et imposer de nouveaux droits. Renforcer le syndicalisme pour être un contrepouvoir incontournable alors même que la démocratie est en danger sous la pression de l'extrême droite. Se renforcer est une nécessité vitale alors même que l'audience de l'extrême droite menace dangereusement les fondements de notre syndicalisme.

Du matériel est disponible, notamment :

- Un tract qui met en avant la nécessité de se syndiquer autour du triptyque : se protéger, participer, agir pour nos droits.
- Un argumentaire pour aider à débattre sur la nécessité de s'organiser.

Le collectif QVS se tient à votre disposition pour développer cette question au sein de votre structure.

FORMATION : de nouvelles règles de versement

Le collectif formation de l'UD a proposé de modifier les règles de versement des formations rémunératrices pour inciter les syndicats à participer plus activement aux actions de formations. Cette décision est effective depuis l'année dernière mais n'est, à priori, pas encore connue de beaucoup de nos syndicats.

Auparavant, seules les ULs, l'UD et les Unions professionnelles percevaient une partie des fonds versés. Cette juste répartition devait permettre à ces structures d'être actives dans les formations. Le collectif avait néanmoins constaté un très net recul dans la participation de nos syndiqués à toutes les formations et même certains syndicats passaient par des organismes extérieurs pour former leurs élus (certains continuent d'où ce rappel).

Pour essayer de ne plus avoir ce type de travers dans un premier temps mais également pour soutenir toutes nos structures, nous avons donc proposé et mis en place la redistribution d'une partie du financement envers les syndicats. L'ensemble des structures continuent bien évidemment d'avoir un versement, seule la quote-part est légèrement modifiée. Cette règle fonctionne si les devis sont bien validés en amont par les CSE ou par les entreprises, si les syndicats ou structures sont bien à jour des versements de leurs cotisations et si les règles de vies, dont nous sommes dotées sont bien respectées.

DOSSIER

UNE RENTRÉE OFFENSIVE ...

Depuis la reprise de septembre, de nombreuses assemblées ont permis à des centaines de camarades de la CGT de se retrouver et d'échanger. Des rencontres salutaires qui auront contribué à décrypter la période inédite que nous connaissons. Le sentiment aussi, qu'avec l'épisode électoral, nous avons réussi à empêcher l'émergence d'un pouvoir d'extrême droite et nous avons permis à l'émergence d'une coalition de gauche beaucoup plus forte que prévue.

Le constat est sans appel, le Président de la République est fragilisé par la situation qu'il a lui-même provoquée. Sa capacité d'action est contrainte par le Parlement. Le gouvernement Barnier va être le plus faible de la Ve République, c'est donc maintenant qu'il faut se mettre en situation de conquête sociale.

ASSEMBLÉE DE RENTRÉE DE L'UD

140 camarades se sont retrouvés le 10 septembre dernier à Bolbec pour cet Assemblée Générale de rentrée.

Dans son introduction, Christophe Callay est longuement revenu sur la situation internationale avec les nombreux conflits armés qui secouent le monde, à commencer par le génocide palestinien et le terrible bilan de plus de 35000 morts.

De nombreux points furent abordés notamment sur notre capacité à faire entendre les exigences sociales.

La bataille des TPE et la mobilisation du 1er octobre étaient aussi à l'ordre du jour de cette rencontre.



130 camarades à l'assemblée de rentrée de l'UD



CONFÉRENCE DÉPARTEMENTALE DE LA CSD

Une page se tourne. Après de longues années comme fer de lance de la Coordination Syndicale Départementale, Fatma Obligis a cédé la place à une nouvelle équipe. Un moment d'émotion et de fraternité qui ponctua deux jours de débats sur le rôle de la CSD et de son développement sur l'ensemble du territoire Seinomarin.

Le collectif d'animation compte 23 membres, dont 3 camarades de la CFC et la nouvelle direction est composée de Natacha Lemaire et Sophie Herlin à la Co-animation; Olivier Guinet et Sylvain Humbert à la trésorerie.



AUTOMNE ROUGE SUR DIEPPE



300 personnes au meeting de Sophie Binet

Le vendredi 20 septembre, l'UL CGT Dieppe tenait son comité général qui a réuni plus de 130 camarades. À l'issue de débats autour de la mobilisation du 1er octobre et de la lutte contre les idées d'extrême droite dans nos entreprises, collectivités et services, 5 nouveaux membres ont intégré la commission exécutive, deux femmes et trois hommes, entre 27 et 40 ans, du Conservatoire, Cheminots, Habitat social, Agglo de Dieppe ou Ports de Normandie pour renforcer la lutte interpro du territoire

Les lundi 23 et mardi 24 septembre, l'UL de Dieppe, en lien avec l'UD CGT 76 a accueilli le Bureau Confédéral pour une grande première de délocalisation de leur réunion hebdomadaire du lundi dans les locaux de notre organisation locale.

Le soir, une réunion publique s'est tenue à la salle des congrès avec 300 participants autour des questions de salaire, de retraite, de services publics et d'enjeux industriels. C'est aussi, avec le démarrage du plus gros chantier d'Europe, EPR II à Penly pour imposer une souveraineté énergétique, socialement et environnementalement responsable, tant dans sa construction que dans son exploitation que la CGT entend peser, qui a animé les débats.

À cette occasion, le Bureau Confédéral a visité le chantier le mardi. En phase de démarrage, il a pu échanger longuement avec la direction du site et d'EDF pour porter nos revendications sur tous les domaines internes et externes : Santé, emplois, logement, transport, formation ou encore statut des salariés.

Pour finir ce moment intense tant syndicalement que fraternellement, le BC a été reçu en mairie de Dieppe par le maire Nicolas Langlois, syndiqué CGT du SNAD (Douanes), pour un moment convivial.



Le 1er septembre, à l'occasion du 80ème anniversaire de la libération de la ville, l'UL CGT Dieppe a rendu hommage aux camarades assassinés par les nazis avec la collaboration de l'État français de Vichy.

Malheureusement, ils sont tellement nombreux à avoir été fusillés ou morts en déportations, leurs noms fleurissent de nombreux bâtiments municipaux, les rues ou places de notre ville et de sa région, que nous avons donc priorisé ceux qui avaient exercé des responsabilités à l'UL et dans les syndicats du territoire.

Hommage à nos camarades :

Robert LE FRANC, secrétaire du syndicat CGT des Mx de Dieppe

Georges VERDIER, membre du bureau de l'Union locale CGT de Dieppe

Joseph MONETTI, membre du bureau de l'Union locale CGT de Dieppe

Robert ARPAJOU, membre fondateur de l'UL CGT Dieppe en 1919

Marcel KÉRÉLO, militant CGT

Maurice LEVASSEUR, militant CGT

Charles DELABY, membre du bureau de l'UL CGT Dieppe

DÉCRYPTAGE

“TOI + MOI” = LA FORCE DES COLLECTIFS

Incarner un syndicalisme de rupture, c'est être en capacité de construire le rapport de force. Cela nous amène à nous interroger sur notre fonctionnement et notre structuration.

Le monde du travail et le salariat ont évolué et nous devons prendre en compte ces évolutions dans notre stratégie revendicative et rechercher la structuration la plus adaptée dans un but de renforcement de notre implantation syndicale.

Il est indispensable de mettre ces questions au centre de nos préoccupations et de notre quotidien en étant sur nos fondamentaux qui ont fait leurs preuves.

Prendre le temps de nous occuper de nous, de notre organisation, de la syndicalisation, de l'audience électorale avec une véritable vie syndicale, c'est construire un syndicalisme capable de porter des propositions et de créer le rapport de force pour gagner le progrès social et environnemental, c'est construire une CGT forte.

Aussi, le développement pérenne d'une activité spécifique est une des réponses, pour que la CGT soit le syndicat de tout le salariat.

La « culture d'orga », c'est faire vivre à tous les niveaux l'importance du fonctionnement de l'organisation et de ses structures.

Cela implique la prise de conscience de l'intérêt qui nous unit à tous les niveaux de la CGT, faire vivre nos valeurs, nos modes démocratiques de fonctionnement et de respecter nos statuts.

Lors de notre **46e congrès départemental** nous avons acté plusieurs résolutions à commencer par faire vivre différents collectifs...

Pour nombre d'entre eux l'investissement des syndiqués est encore trop faible, c'est vrai à l'échelle de l'union départementale mais aussi des unions locales.

Plus que jamais, nous invitons les camarades à s'approprier ces différents collectifs afin de les faire vivre et les développer.

Quelques collectifs sur le département qui existent ou qui pourraient se mettre en place rapidement (ordre aléatoire) :

QVS, Communication, SVT, Formation, sans papier, VSST, solidarité internationale, Ictam, retraités, sans emploi, lutte contre les IED...

Dès à présent, rapprochez-vous de votre UL ou de l'UD pour en savoir plus



MOBILISATION GÉNÉRALE POUR L'HÔPITAL PUBLIC ET SES URGENCES !!

1ER OCTOBRE 2024

Manifestation nationale interprofessionnelle
10h à Maison des syndicats, Franklin, Le Havre
Contre les mesures gouvernementales dans la santé et l'hôpital public

2 OCTOBRE 2024

parvis hôpital Jacques Monot
rassemblement et conférence de presse en présence de Sophie BINET
à 15h30 pour exiger les moyens du service public

8 OCTOBRE 2024

Débat public sur la santé et l'hôpital du Havre
18h à l'Union Locale CGT, Maison des syndicats, Franklin, Le Havre

11 OCTOBRE 2024

Rassemblement Collectif avec Restauration et Lecture de Temoignages d'Agents
à 11h sur le Parvis de l'hôpital Jacques Monod

Les agents dénoncent des conditions de travail et d'accueil des patients de plus en plus dégradées.
Soyons solidaires et mobilisés pour des meilleures conditions dans nos hôpitaux.





Élections délégués 2024

“Votez pour un modèle mutualiste.”

Nous sommes plus de 5,8 millions de sociétaires, adhérents et clients à pouvoir défendre un modèle qui nous protège.

Parce que chaque voix compte,
du 4 novembre au 1^{er} décembre 2024,
votez pour les délégués Macif et Apivia Macif Mutuelle
sur jevote.macif.fr



La Macif,
c'est vous.

Flashez ce code
pour retrouver
toutes les
informations
sur les élections



APIVIA MACIF MUTUELLE Mutuelle régie par le Livre II du Code de la mutualité, adhérente à la Mutualité Française. SIREN : 779 558 501. Siège social : 17-21 place Etienne Pernet - 75015 PARIS cedex 15.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social: 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Les massacres de civils, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, le ciblage des journalistes, le blocage ou l'entrave de l'aide, ne semblent plus constituer une ligne rouge.

Actuellement il y a plus de 60 conflits armés dans le monde avec des risques d'embrassement.

Cette situation internationale est gravissime avec une invisibilité de certains conflits et le « deux-poids-deux-mesures » de la diplomatie et du traitement par certains médias. Cela nécessite donc une **mobilisation accrue en faveur de la paix** !

La raréfaction des ressources, les changements climatiques, les guerres pour l'eau sont des facteurs supplémentaires qui aggravent les tensions et les risques de conflits armés modifiant la géopolitique mondiale.

L'absence d'intervention sur le terrain politique et la crise des Nations unies – seuls espaces possibles pour obtenir un cessez-le-feu et, à terme, une résolution des conflits – s'apparentent à un mépris du droit et du pacifisme. De nombreux textes, traités et conventions, ainsi que des juridictions existent. Il est primordial d'exiger leur application effective.

Pour la CGT, il ne peut y avoir de progrès social sans paix, ni de paix sans justice sociale !

La CGT propose le droit pour tout être humain à la paix et à la sécurité. La paix n'est pas seulement l'absence de guerre, mais le principe de rapports humains fondés sur la libre coopération de tous pour le bien commun. **Une paix durable est une condition préalable à l'exercice de tous les droits de l'être humain.**

L'intervention syndicale sur toutes ces questions est indispensable, car lutter à tous les niveaux contre le capitalisme mondialisé et ses conséquences, participe du droit à la paix.

Qui veut la guerre augmente les budgets militaires, qui veut la paix limite les budgets de défense et engage la voix de la diplomatie afin de faire cesser les conflits.



Qui dit augmentation des budgets, dit augmentation de la fabrication et des ventes plus ou moins opaques d'armes, avec, pour conséquence, le risque de développement de conflits armés et d'usage de la force armée sur les populations civiles.

En France, la loi de programmation militaire 2024-2030 atteint 413 milliards d'euros. Dans le même temps, la vente des armes à l'export est en forte augmentation. Chacun comprendra que dans ces conditions, **aucune démarche diplomatique n'est engagée pour des cessez-le-feu.**

Les budgets d'armement augmentent au détriment des budgets nécessaires à la population et aux services publics (école, santé, culture...). Cela détricote les conquêtes sociales, remet en question les droits et libertés et empêche toute volonté de paix.

L'économie de paix est une valeur fondamentale portée par la CGT. Le droit à la paix, à la sécurité et à la liberté de circulation de tout être humain et des populations doit constituer une obligation fondamentale des États et des institutions internationales.

Pour la CGT, ce sont toujours **les travailleuses, travailleurs et les populations civiles qui sont les premières victimes des guerres et des situations de pauvreté** qu'elles engendrent.

Partout où nous le pouvons nous devons nous mobiliser !

REGARDS SUR LA PALESTINE
6th FESTIVAL DU CINÉMA PALESTINIEN

4-5-6 OCTOBRE 2024
OMNIA REPUBLIQUE - ROUEN

Vendredi 4 octobre

- 20h : **No other land** (VOST) de Basel Adra, Hamdan Ballal, Yuval Abraham, Rachel Szor + débat

Samedi 5 octobre

- 11h : **Bye bye Tibériade** (VOST) de Lina Soualem
- 14h : **Farha** (VOST) de Darin J. Sallam
- 16h : **Ground zero** (VOST) de Rashid Masharawi
- 18h : **Une maison à Jérusalem** (VOST) de Muayad Alayan
- 20h : **Les cueilleurs** (VOST) de Jumana Manna + débat

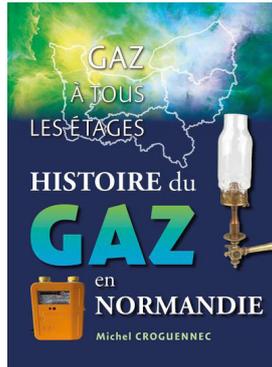
Dimanche 6 octobre

- 11h : **3 courts métrages** (VOST)

L'AGENDA



**MOBILISATION A L'HOPITAL
LES 1ER - 2 - 8 ET 11 OCTOBRE 2024**



**5 novembre 18h00 Petit-Couronne
Présentation du livre par Michel
Croguennec et débat sur les questions
énergétiques**



JOURNÉE ACTION 1ER OCTOBRE

80 ANS D'ADHÉSION A LA CGT J. LECLERE



L'Union Locale CGT d'Elbeuf, en lien avec l'Union départementale CGT de Seine-Maritime a rendu hommage à notre camarade Jacques LECLERE, à l'occasion de ses 80 années d'adhésion à la CGT et de ses 99 printemps.

Ce fut un moment convivial chargé en émotion.

Plusieurs camarades étaient présents ainsi que ses enfants, afin de témoigner à Jacques notre amitié. Ce n'est pas tous les jours que nous avons l'occasion de fêter autant d'années d'adhésions à la CGT.

17 OCTOBRE

SALON DE L'AUTOMOBILE

Alors que le salon de l'automobile va servir de vitrine aux constructeurs, les travailleuses et les travailleurs du secteur en sont soigneusement écartés. Et pourtant, sans leur travail, le salon de l'auto ne pourrait pas exister !

Rien que sur la période de 2020 à 2022, c'est **5,8 milliards d'euros** qui ont été injectés par les pouvoirs publics pour soutenir la filière automobile sans aucune contrepartie ou condition. Entre 2006 et 2021, l'emploi dans l'industrie automobile est passé de 289 000 à 175 000 salariés, soit - 40%, cela est dû à la stratégie de délocalisation dans les pays à bas coût. **Notre département est d'ailleurs particulièrement impacté et nous combattons tous les jours avec les syndicats et les UL des plans sociaux, souvent conséquence de cette politique capitaliste.**

Il est urgent de stopper cette spirale, voulue par les actionnaires et les donneurs d'ordres, et de s'organiser pour garantir un avenir aux milliers de travailleuses et de travailleurs de la filière auto.

MANIFESTATIONS 1ER OCTOBRE

EN SEINE-MARITIME

pour abroger la réforme des retraites, augmenter les salaires et les pensions de retraite, développer l'emploi industriel et financer nos services publics !

DIEPPE 10H30
Place Pierre Semard (Gare SNCF)

EU 14H30
Place Guillaume Le Conquérant

LE HAVRE 10H
Cercle Franklin

ROUEN 10H
Cours Clémenceau (place Joffre)

FÉCAMP 14H30
Espace Henri Dunant

Nous devons nous mobiliser pour exiger une autre politique industrielle, qui prendrait en compte les besoins de la population en termes de mobilité, qui soutiendrait l'emploi en imposant la fabrication d'un petit véhicule électrique accessible en France.



Le collectif auto et la FTM CGT appellent l'ensemble des travailleuses et des travailleurs à se mettre en grève partout où c'est possible, et à participer au rassemblement au Salon de l'Automobile Paris Expo, Porte de Versailles à 11h30, le jeudi 17 octobre 2024.

Tous ensemble pour défendre nos emplois et gagner de nouveaux droits.

la
cgt
SEINE-MARITIME

TÉLÉCHARGEZ VOTRE NOUVELLE APPLICATION !

Une nouvelle appli pour l'UD 76

Activez les notifications pour être au courant de toutes les infos de l'union départementale !



Téléchargez ici



Créez votre profil pour :

Recevoir toutes les actualités,
Accéder à des infos pratiques,
Découvrir la CGT UD 76
Et bien d'autres choses...

